

•Janvier 2018 • Numero 159 •  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

Pour une Année 2018 Vigilante et Offensive

Sommaire

- L’édito de Jean-Luc Gonneau : On essaie de vous présenter des vœux pour 2018 ?.

- Premiers de corvée : Une démolition implacable de l’ultralibéralisme du gouvernement Macron, Yann Fiévet.

- Bernie Sanders et les pseudo-opposants à Trump : On le sait, Bernie Sanders n’était pas le candidat de l’appareil du Parti démocrate américain. Et il n’est pas non plus le meilleur ennemi de Donald Trump, ainsi que le montre Pierre Guerlain. Mais ce qu’a semé Sanders n’est pas perdu pour autant.

- Le bœuf, Airbus et Emmanuel Macron : Le président de la République met (fortement) en avant ses succès dans le commerce international, cachant les conséquences qui peuvent être désastreuses ou au moins préoccupantes des résultats de cet activisme, qui correspond tout à fait aux stratégies du capiltal mondialisé. Marc Mangenot, éminent copernicien, nous dévoile les dessous de cette politique.

- Mélenchon versus Macron : Si, sur le fond, il n’y a rien de commun entre la politique qu’Emmanuel Macron met en œuvre et les propositions de Jean-Luc Mélenchon, il y a par contre, nous explique João Silveirinho, il existe bien des similitudes entre les pratiques et le fonctionnement des mouvements qu’ils impulsent. Faudrait faire des efforts, là.

- Boum-boum sur : SFR, le paradis de monsieur Drahi. Nos pétroleuses Mick et Paule reviennent dans nos colonnes. Cette fois, c’est SFR (et en conséquence son patron Patrick Drahi) qui fait les frais de leur indignation. SFR est peut-être un paradis pour monsieur Drahi, mais ni pour ses salariés, ni pour ses usagers.

- Interview de M. Jean-Luc Talamoni : Après avoir traduit de l’anglais (américain) le discours de Donald Trump, du latin celui d’Emmanuel Macron, du catalan l’Appel de Carles Puigdemont dans les numéros précédents, notre ami chimiste-philosophe-polyglotte Jacques-Robert Simon traduit cette fois du corse son interview de Jean-Luc Talamoni. Il a gardé toutefois, nous précise-t-il, certaines expressions qui n’ont pas leur équivalent en français.

*- Bonus :* un dessin glanésur le net dans le réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat, et nos vœux pour 2018 illustrés par notre ami Jancry

* Edito : On Essaye de vous Présenter des Vœux pour 2018 ?

###### Par Jean-Luc Gonneau

*La tradition des vœux de bonne année est un exercice convenu, généralement pauvre littérairement, parfois et même souvent hypocrite. C’est aussi un exercice de politesse, qui est, comme l’écrivit Antoine Comte-Sponville, la plus petite mais la plus nécessaire des vertus. Je vous présente donc, au nom de l’équipe de la Gauche Cactus et de Réchauffer la Banquise et en mon nom propre pour faire bonne mesure, nos vœux pour que l’année 2018 vous apporte, malgré une conjoncture fort maussade pour les valeurs éthiques que nous défendons, des moments de joies, de félicités, de défis gagnés, de santé maintenue ou retrouvée.*

*Exercice convenu, avions nous dit. Année après année, les vœux des présidents de la République ont été des modèles de pensums imposés, où chacun essayait de faire croire à la population qu’il était particulièrement attentif au bonheur individuel de ses concitoyens, que chaque français.e pouvait compter sur sa bienveillance à lui perso. Héritage d’ancien régime peut-être, quoique en temps des rois, de mémoire, il n’y avait pas la télé. Beaucoup attendaient au tournant, cette année, le petit nouveau*

*Il apparut tel qu’en lui-même, sourire bienveillant mais regard glacé, le ton sérieux, un manque total de sens de l’humour (mais reconnaissons que la plupart de ses prédécesseurs n’étaient pas spécialement de joyeux drilles, et que les rares doués d’humour évitaient d’en faire étalage le soir du 31 décembre, pourtant dédié aux agapes (du moins pour celles et ceux qui en ont les moyens et/ou l’envie) modestes ou luxueuses, champagne ou mousseux, cotillons (en perte de vitesse) et embrassades (et plus si affinités). Il reprit sagement le chemin de ses prédécesseurs, égrenant les catégories de population, une par une, qui allaient bénéficier de ses bienfaits lors de cette nouvelle année. Des oublis, pourtant : les migrants et les retraités. Il est vrai, notons-le, que ceux-ci, pour diverses raisons, ont une possibilité très restreinte de devenir un jour ces premiers de cordée si chers à la pensée (complexe) présidentielle.*

*Tout eut donc être parfait dans le registre de la convenance. Certes, le président en fit un peu trop, comme il en a l’habitude, dans la mise en scène de l’allocution, dans la longueur de l’intervention. 20 minutes de convenances, ça fait beaucoup. Du temps de sa grande forme, François Mitterrand nous avait torché ça en sept minutes, emballé c’est pesé. Mais aussi, il y eut ce passage où il évoqua ceux qui n’étaient pas d’accord avec lui. Je les respecte, dit-il, bienveillant. Je les écoute. Fort bien. Mais ça ne changera rien à mon action. Respect façon Macron : cause toujours, ma tête lit le journal.*

*2018 sera une année blanche électorale. C’est pourquoi le gouvernement s’est empressé de faire voter par les nouveaux godillots qui peuplent le parlement les réformes (traduire : retours en arrière) sociales, fiscales que nous savons, et qu’il va parachever dans les mois qui viennent, prévoyant de lâcher quelque lest en fin d’année en prévision de son premier test électoral national (les élections européennes de 2019). Pour la gauche (dont les mois qui viennent nous indiqueront s’il convient d’y réintégrer le Parti socialiste), cette année devrait être une année de reconstruction pour certains, de consolidation pour d’autres, de dialogues pour tous. Vous vouliez des vœux ? En voila donc. L’année aussi où la gauche doit être capable de proposer une alternative aux dérives libérales de l’Europe. Il y a du boulot. Même le corpus de la France insoumise, sans doute aujourd’hui le plus abouti à gauche, n’y suffit pas. Idem pour la question migratoire, sur laquelle l’ensemble de la gauche se fait bien peu entendre (prudence ? manque d’idées ? divergences ? un peu tout ça, il paraît) L’année bien sur où il convient de participer, de soutenir, d’impulser s’il le faut les mouvements sociaux qui seront suscités par les réformes gouvernementales. Préparer les batailles électorales des années qui viennent, certes, mais surtout œuvrer à regagner le cœur de nos compatriotes, et cela en faisant appel à leur raison, s’il vous plait. Dans ces conditions, bonne année, donc!*

* Premiers de Corvee

*Par Yann Fievet*

Il est communément admis dans «le milieu» de l’orthodoxie économique néolibérale que le salut de l’humanité toute entière tient dans l’exacerbation de la corvéabilité des hommes et des femmes peuplant notre planète. Ce remède proclamé partout pour résoudre la crise profonde du capitalisme, qu’il soit libéral ou d’Etat comme en Chine, confine tout à la fois au harcèlement thérapeutique et à une religiosité arrogante. Les observateurs critiques ont alors du mal à faire entendre leurs voix pertinentes face à la pensée dogmatique.

On sait depuis fort longtemps que l’un des ressorts essentiels du capitalisme consiste à faire travailler les pauvres - et tous ceux qui s’y apparentent - malgré tout. Lorsque le consentement plus ou moins libre ne suffit pas on sait brandir la contrainte. L’histoire du capitalisme n’ayant cependant pas été uniforme, certaines sociétés avaient eu l’habileté, au cours du XXème siècle, de renforcer le consentement au labeur et affaiblir du même coup la contrainte des corps et des esprits. Désormais, la globalisation économique et financière du monde tend à l’uniformisation du capitalisme et conduit par conséquent à l’abandon progressif des protections salariales accordées hier, la mort dans l’âme, par les possesseurs du capital. En France, Emmanuel Macron arrive au moment opportun pour parachever le lent rattrapage du capital sur le travail entamé voilà plus de trente ans. Les économistes et journalistes droitiers ne s’y trompent pas, eux qui savent mieux que quiconque ce que travailler veut dire, quand ils écrivent que le nouveau Président de la République sera jugé – par eux bien sûr – selon sa capacité à mettre en œuvre des réformes impopulaires. Le poulain des revanchards sera digne de la confiance qui lui est ainsi accordé : il va être intraitable, fixer autoritairement le cap, s’appuyer outrancièrement sur «les premiers de cordée». Et tout le monde devra suivre sans broncher !

Il va donc falloir souquer ferme sur la galère France, faire fi de toutes les tempêtes, ne surtout plus jamais s’apitoyer sur le sort des rameurs les moins aptes à soutenir la cadence infernale. Le premier de cordée en chef, en garde-chiourme des temps postmodernes, va s’y entendre pour que les trainards d’hier, ceux qui «foutaient le bordel au lieu de chercher du travail», deviennent les premiers à courir à la corvée. Il va leur faire aimer le travail nouvelle formule, leur faire haïr une bonne fois pour toutes – et de bonne foi ! – leur ancien désœuvrement ou bien ce que Frederick W. Taylor, son célèbre devancier, avait nommé *the fallacy*, la flânerie au travail. Voici venu enfin le temps où l’on va pouvoir extraire de la force de travail de chacun la substantifique moelle productive, au service de l’entreprise puissamment hiérarchisée. Car, encore moins qu’hier il ne sera permis aux premiers de corvée d’être autre chose que de simples exécutants. Taylor, encore lui, le disait déjà il y a cent-vingt ans : l’ouvrier n’est pas payé pour penser son travail, d’autres salariés sont plus compétents que lui, ceux du «bureau des méthodes», pour penser à sa place. Les premiers de cordée en second sauront fort bien s’acquitter de cette tâche, et avec toutes les armes nécessaires au triomphe de l’œuvre de salubrité entrepreneuriale. Quand on décide d’être inflexible, quand on croit à la vérité de l’œuvre entreprise, l’usage de l’humiliation des humbles est à portée de la main. Déjà on traite de fainéants, comme l’on traitait il y a peu d’illettrées les ouvrières bretonnes de l’agro-alimentaire, ceux qui osent dire que la nouvelle réforme du travail va trop vite ou, pire, qu’une autre réforme est possible. Silence sur les bancs ; vos gueules dans les rangs !

Il n’est pas que le domaine de l’organisation du travail revisitée de fond en comble où vont fleurir les premiers de cordée façon Macron. Les détenteurs de capitaux conséquents, que l’on osait autrefois appeler accapareurs, vont eux aussi devenir des chefs de file en mettant leur fortune au service de l’investissement productif, gage de la Croissance alors enfin retrouvée. Si jusque-là ils ne mettaient pas leur argent là où il faut c’était la faute à l’ISF. Supprimons donc cet impôt «contre-productif» et l’argent va couler à flots ininterrompus vers les entreprises aux friands actionnaires. Quel admirable bouclage ! On investit son argent dans «l’outil de travail» et on en récupère une bonne part sous forme de juteux dividendes puisque l’opportune réforme du travail va encore accentuer le déséquilibre du partage de la valeur ajoutée en faveur du capital. Les premiers de la cordée financière jubilent. Ils sont les mieux placés pour savoir que le vieil adage d’Helmut Schmidt, les profits d’aujourd’hui font les investissements de demain et les emplois d’après-demain, ne fonctionnent que rarement. Mais on y croit dur comme le fer des mousquetons plantés dans la muraille des certitudes néolibérales par celui qui ouvre la voie vers le sommet où enfin brille le soleil de la Croissance. Croissance rime avec croyance. En revanche, accumulation ne rime pas avec emploi ! Ici aussi les humbles vont être de corvée. Ils vivent tant bien que mal avec peu d’argent mais aux yeux grands ouverts sur le monde des affaires des rupins repus ils en ont encore trop. Il était donc temps de leur raboter l’aide au logement. Cette mesure, prises parmi d’autres du même acabit, est symbolique d’un état d’esprit dans lequel le souci d’humanité est englouti tout entier dans l’appétit et l’indifférence des nantis. Vive la croissance… des inégalités !

Il n’est pas difficile d’entrevoir dès maintenant l’issue de l’escalade. L’alpiniste arc-bouté sur de vieilles idées ripolinées par la caste médiacratique béate va finir par dévisser. C’est alors «la grande crevasse» qui pourrait accueillir durement la cordée périlleuse. Décidément, la figure du premier de cordée n’est pas celle qui convient en matière de gouvernement des sociétés humaines. Cette montagne-là ne peut être vaincue que par une entreprise solidaire et non par un homme seul maître du destin de ceux qui le suivent aveuglément.

Bernie Sanders et les Pseudo-opposants à Trump

*Par Pierre Guerlain*

En septembre 2017, le Sénat américain a été appelé à voter sur l’augmentation des crédits militaires. Le président Trump avait demandé une augmentation de 54 milliards de dollars du budget officiel de la défense qui serait passé de 582 à 636 M, le ministère de la défense demandait pour sa part, 639 M. Le Sénat a trouvé que ce n’était pas suffisant et a donc augmenté le budget de la défense pour le porter à 696 M. 41 élus démocrates sur 46 ont voté ce budget. Sanders qui n’est pas membre du parti démocrate mais un sénateur indépendant n’a été rejoint que par 4 démocrates pour voter contre ce budget réactionnaire et guerrier.

Les médias de droite ont, bien sûr, salué l’événement [[1]](#footnote-1)qui montre que sur un plan essentiel, il n’y a pas de véritable opposition à Trump, ou plutôt une opposition à Trump, la personne sexiste et raciste, mais pas au trumpisme, la philosophie «plouto-populiste» qui anime le président (qui pourtant ne lit pas d’ouvrages de philosophie). Un site de la gauche radicale, *The Intercept*, notait que la seule augmentation du budget militaire qu’il estimait à seulement 80 M de dollars alors qu’elle était de 114 M, suffirait à rendre tout l’enseignement supérieur américain gratuit.[[2]](#footnote-2)

Durant la campagne pour l’élection présidentielle, Sanders proposait la gratuité des études supérieures dont il estimait le coût à 47 M de dollars. Tout le monde dans les médias et le camp des démocrates clintoniens avait expliqué que ce n’était pas possible, que Sanders était un doux rêveur qui allait grever le budget et creuser les déficits. Moins d’un an après l’élection, les élus américains trouvent 100 M de dollars pour ajouter à un budget militaire qui est déjà le plus élevé du monde. Cet article publié par *The Intercept* contient un graphique du SIPRI comparant les dépenses militaires en 2016, soit avant le vote de ce budget, qui montre que les États-Unis dépensaient 36 % des dépenses mondiales en matière de défense, contre 4 % pour la Russie et 13 % pour la Chine.

Les États-Unis sont surarmés et si leurs guerres en Afghanistan et en Irak se sont avérées extrêmement couteuses et ingagnables, cela ne veut pas dire qu’elles n’ont pas leur utilité pour le complexe militaro-industriel. Ne pas gagner une guerre asymétrique en Afghanistan, le pays que les anglophones désignent par l’expression de «cimetière des empires», a certes des conséquences négatives sur l’image des États-Unis et coûte très cher aux contribuables mais fait la fortune de grands groupes et de quelques dirigeants. Selon un article de la revue *Military Times* publié le 12 septembre 2016 les guerres en Afghanistan et en Irak auraient déjà coûté 5000 M de dollars aux États-Unis.[[3]](#footnote-3) La main droite de l’État trouve des ressources qui sont retirées à tous les programmes sociaux, aux services publics. Avec une somme aussi colossale, ce n’est pas que les études supérieures qui pourraient être gratuites mais aussi une assurance santé universelle dans un pays qui n’en a pas. Les routes et les voies ferrées pourraient être modernisées pour atteindre les normes européennes ou japonaises.

Les médias dits libéraux aux États-Unis, c’est à dire la plupart des médias dominants qui étaient quasiment tous acquis à la candidate Clinton, sont maintenant très actifs dans la résistance ou pseudo-résistance à Trump. Ils dénoncent avec talent et persévérance le sexisme affiché par le président dont la rhétorique est souvent celle d’un violeur ou d’un harceleur, le racisme aussi, notamment après les affrontements à Charlottesville lorsque Trump a eu des mots plutôt gentils pour les néo-nazis antisémites et racistes. Les démocrates ont tous voté contre la loi instituant des réductions d’impôts qui se chiffrent à plus de 1400 M sur dix ans et qui, indirectement, détruit l’assurance santé dite Obamacare (en supprimant l’obligation de souscrire à une assurance). Cette opposition démocrate n’a pas suffi à bloquer le projet de loi mais indique clairement un refus de la ploutocratie trumpiste.

Elle est hélas en totale opposition avec l’assentiment sur les crédits militaires. Dans ce domaine, on voit que Sanders, qui est un keynésien admirateur du New Deal qui se décrit comme «socialiste démocratique», est un des rares responsables politiques, probablement avec la sénatrice Elizabeth Warren, à comprendre le lien entre dépenses militaires et casse de l’État social.

Ce lien est pourtant connu depuis les années 60 et Martin Luther King en avait fait un point central de son militantisme, un militantisme pour l’égalité raciale mais aussi contre la guerre du Vietnam et pour la défense des pauvres, trois phénomènes qu’il voyait comme étant liés. King avait compris que la guerre au Vietnam et son coût empêchait les luttes contre la pauvreté d’aboutir. La plupart des démocrates aujourd’hui ont oublié cette leçon pourtant essentielle.

Lorsque les éditorialistes qui se disent anti-Trump ou les républicains qui s’affichent «jamais Trump» ou les va-t-en-guerre démocrates applaudissent l’envoi de missiles en Syrie ou l’utilisation d’une superbombe en Afghanistan (MOAB, qui veut dire la mère de toutes les bombes) et considèrent que Trump se montre présidentiel en tant que chef de guerre, ils et elles ne semblent pas comprendre que les dépenses militaires de la main droite de l’État interdisent la participation de la main gauche de l’État.

Peu après l’élection de 2016 plusieurs débats ont été lancés, l’un d’entre eux concernait l’utilisation des politiques identitaires (*identity politics*) dans la campagne d’Hillary Clinton. Au-delà de ce débat aux contours pas toujours bien définis, il y a la question centrale de la question sociale. Hillary Clinton, à la suite de son mari et d’Obama, avait pensé que cette question sociale n’était plus centrale et que les questions sociétales et d’appartenance identitaire l’avaient marginalisée.

Sanders avait lui fort bien compris que cette question restait centrale pour une grande partie de l’électorat et il offrait une synthèse bien pensée entre la problématique des inégalités sociales et économiques et les questions sociétales. Il était et est resté très populaire auprès des jeunes car il abordait les questions sociétales du racisme, du sexisme et du genre mais aussi, et en même temps, la question sociale. Trump le bonimenteur avait lui aussi compris que la question sociale était centrale mais ses prises de positions allaient et continuent d’aller vers une extrême droite raciste, xénophobe et sexiste et totalement ploutocratique.

L’appareil du parti démocrate a délibérément triché pour faire échouer la candidature de Sanders lors des primaires, ainsi que le raconte, de l’intérieur, Donna Brazile qui fut brièvement à la tête de ce parti[[4]](#footnote-4). Les démocrates, comme nombre de commentateurs politiques, ont voulu faire de Sanders et de Trump deux faces du populisme, l’un dit de gauche, l’autre dit de droite. Paul Krugman, le célèbre prix Nobel d’économie, s’est inscrit dans cette ligne.

Il est pourtant clair que Sanders, au contraire de Trump, n’était et n’est ni raciste, ni sexiste, ni homophobe, ni xénophobe alors que Trump n’a cessé de prendre une catégorie de la population comme bouc-émissaire au service d’une politique faussement en faveur des déshérités parmi les Blancs. La vérité des options idéologiques de Trump est dans la suite de décisions prises par son administration : un «plouto-populisme»[[5]](#footnote-5) guerrier qui ne se soucie aucunement des déshérités dans les zones désindustrialisées ou dévastées des États-Unis. Le concept de «populisme» est assez protéiforme et n’a pas les mêmes connotations en français et en anglais car il peut être revendiqué par la gauche.

Les oppositions des féministes, des groupes dits raciaux comme *Black Lives Matter* ou ethno-raciaux sont toutes légitimes et font partie de la résistance à Trump. Cette résistance est cependant problématique lorsqu’à la fois les néolibéraux comme Clinton ou les néoconservateurs disent en faire partie. Lorsque l’on en vient à célébrer George W. Bush pour ses critiques de Trump, on entre dans une sphère orwellienne qui permet de gommer les crimes de Bush et sa responsabilité dans les guerres et le chaos au Moyen Orient puis dans le reste du monde avec le phénomène des réfugiés[[6]](#footnote-6).

Sanders et 15 démocrates ont proposé, en septembre 2017, un plan de sécurité sociale qui serait ouvert à tout le monde, à l’européenne[[7]](#footnote-7). Il reste un socialiste démocratique actif et populaire mais on voit qu’il n’est pas suivi par la majorité des démocrates, toujours néolibéraux et surtout soucieux de ne pas voir leurs responsabilités dans l’échec électoral. Norman Solomon a étudié en détail ce refus des démocrates d’analyser les causes de leur déroute de 2016 et donc de se réformer[[8]](#footnote-8).

Sur le plan de la politique étrangère, Sanders se distingue aussi de la plupart des démocrates car il voit le lien entre la main droite de l’État, guerrière et dépensière, et l’atrophie de la main gauche, progressiste et sociale. Dans un grand discours sur la politique étrangère américaine, Sanders retrace l’histoire des interventions américaines et de leur coût pour la société[[9]](#footnote-9).

Sur le plan médiatique l’on pourrait croire que la résistance à Trump est forte et structurée, les grands médias du *New York Times* à CNN voient leurs audiences grimper, les néoconservateurs et Silicon Valley sont critiques de Trump, des psychiatres affirment qu’il est instable, d’autres sont sûrs qu’il est fou et sa popularité semble s’effriter. La résistance rhétorique, celle des émissions comiques ou satiriques, celle d’une partie du monde des affaires reste cependant superficielle voire hypocrite. Critiquer la vulgarité du style de Trump est légitime mais ne porte pas à conséquence si le trumpisme fait de ploutocratie, de militarisme, de racisme tant personnel que systémique n’est pas lui aussi la cible des opposants. La encore Martin Luther King avait compris qu’il faut s’attaquer, tout à la fois, à ce qu’il appelait les «triplés géants que sont le racisme, le militarisme et le matérialisme extrême» dans son discours de 1967 intitulé «Au-delà du Vietnam».

Les démocrates ou «libéraux» qui ne s’intéressent pas beaucoup au système électoral inique, à l’exclusion frauduleuse d’électeurs principalement noirs des listes électorales, aux ravages causés par la mondialisation néolibérale, aux taux de suicide dans les milieux défavorisés, au goulag américain qu’est le système carcéral, aux guerres permanentes et hors de prix ne sont pas des opposants ou des résistants sérieux. Rire des émissions comiques et démolir le portrait du président ignare et narcissique est facile et agréable mais ne mène pas loin s’il n’y a pas d’appréhension systémique et politique des continuités du système politique américain.

En lieu et place d’une véritable résistance, les Démocrates font mine de croire que Poutine (ou la Russie) a déterminé le résultat de l’élection de 2016. Sanders lui-même est assez réceptif à ce discours et pourtant il est tout à fait clair que si les libéraux et les progressistes n’ont pas gagné en 2016 cela est dû à des causes purement américaines.

Cette stratégie qui a débouché sur le Russia-gate est idéale pour se débarrasser d’un président menteur et vulgaire mais n’aura aucun effet sur le trumpisme ou la dérive folle des hyper-réactionnaires du parti républicain[[10]](#footnote-10). La création d’une organisation intitulée *Alliance for Securing Democracy* (alliance pour sécuriser la démocratie) entre des démocrates et des néoconservateurs, avant même l’élection de Trump, indique bien le niveau de consensus entre de grands secteurs de la droite et les centristes démocrates qui sont sur la même ligne en politique étrangère et contribuent à aggraver le déficit et donc la réduction des programmes sociaux et ne se préoccupent pas des infrastructures qui tombent en ruine[[11]](#footnote-11). Les pseudo-résistants au trumpisme participent au déclin américain dont ils attribuent à tort la seule paternité à Trump—qui est un authentique désastre. En dépit de son immense popularité, notamment auprès des jeunes, Sanders est assez isolé dans le paysage politique institutionnel américain mais ses idées ne cessent de progresser[[12]](#footnote-12). Sûrement un signe positif pour les évolutions à venir.

*Pierre Guerlain enseigne à l’Université Paris-Ouest Nanterre. Article paru dans la revue Recherches internationales: (http://www.recherches-internationales.fr)*

* Le Bœuf, l’Airbus et Emmanuel Macron

*Par Marc Mangenot*

Aux États généraux de l’agriculture, le 12 octobre 2017, M. Macron s’est fendu d’un discours plutôt prometteur, un discours de circonstance cependant, adapté à un public qu’il souhaitait ne pas décevoir à défaut de le convaincre. Mais, les bonnes intentions émises et les mesures intéressantes proposées sont contredites par les théories auxquelles il se réfère plus ou moins explicitement et par les décisions politiques qu’il a prise ou s’apprête à prendre ou à faire endosser par son gouvernement.

N’a-t-il pas affirmé que le gouvernement français s’engagerait à signer le CETA (accord économique et commercial global entre le Canada et l’Union européenne) ? La majorité docile à l’Assemblée nationale le permet. Prudent et probablement circonspect sur certains aspects de ce traité, le Président a néanmoins confié à une commission d’experts le soin d’évaluer toutes les conséquences de l’application du CETA. Les réponses aux questions soulevées par les experts seront (précise-t-il) rapportées et traduites en actes. Fort bien, bien que le travail des experts soit préféré à celui des organisations associatives et syndicales qui ont beaucoup produit sur la question. Question de démocratie.

Dans le discours prononcé lors des États généraux de l’agriculture, M. Macron a donc avancé des propositions qui pourraient répondre positivement à nombre de problèmes économiques, écologiques et organisationnels de la production agricole et des filières de transformation alimentaire. Il a bousculé, au moins verbalement, les principes des politiques agricoles suivies depuis des décennies et mis en cause les pratiques agricoles dominantes. Il a même évoqué la nécessité de «*décider collectivement d’un changement profond de paradigme*». La question des prix et de la juste rémunération des producteurs (paysans) a été l’un des points clés de son discours. Comme « *le marché dérive et perd sa propre finalité*» (en effet, très décevant pour un libéral), il suggère que les prix soient déterminés à partir des coûts de production, dans le cadre d’une contractualisation organisée sur la base de propositions formulées par les agriculteurs et non plus par les acheteurs (les transformateurs et la distribution), et ce, sur une base pluriannuelle. M. Macron a bien conscience que le rapport de forces n’est guère favorable aux paysans aussi incite-t-il fortement les paysans à se regrouper, laissant penser (en quoi il n’a probablement pas tort) que cela pourrait modifier le rapport de forces, en l’occurrence avec l’industrie de transformation et la distribution.

M. Macron va plus loin et semble ainsi être acquis aux positions les plus progressistes dans le domaine de l’agriculture. Il faut, déclare-t-il, «*maintenir notre tissu industriel et agricole* -dans son état de délabrement actuel ?- *pour être à la hauteur des défis de notre souveraineté alimentaire*». Se référer à la notion (et à l’objectif) de souveraineté alimentaire est inhabituel chez un chef d’État ou de gouvernement. Pourquoi pas. Mais, il est convaincu et tente de convaincre que la concurrence doit être libre et peut ne pas être faussée. Aussi, ajoute-t-il, qu’il souhaite que l’Autorité de la concurrence (encore le recours aux « experts ») puisse être saisie pour donner une interprétation précise du droit de la concurrence et permette (ainsi) de négocier dans un cadre clair. Cette entorse aux règles de la concurrence, qui n’est pas pour déplaire, viserait à pouvoir discuter des prix **et des volumes**, en s’affranchissant du diktat des firmes industrielles et de la distribution. Comment cela se passerait à l’échelle internationale, dès lors qu’il «*faut être à la hauteur des goûts de nos concitoyens ou des défis à l’international*» ? Cela n’est pas précisé. Laissons aussi de côté le style et la syntaxe, c’est du langage parlé, bien venu pour séduire un public rétif *a priori* (ONG, syndicats de paysans, dont la Confédération paysanne). Retenons que le Président, chef des Armées par ailleurs, veut faire passer le monde paysan «*d’une logique de guerre de position des uns contre les autres à une guerre de mouvement collective*».

Nanti de ces belles envolées et résolutions, le voilà parti en Chine d’où il est revenu avec des résultats potentiels, notamment : de très gros contrats pour Airbus, Areva et vente à la Chine d’une belle quantité de viande de bœuf. La Chine ayant donné son accord pour lever l’interdiction d’importer de la viande bovine française, mesure prise en 2001 après la crise de la «vache folle». En échange de quoi les investissements chinois en France seront facilités, voire encouragés. Dans les faits, les capitaux chinois n’ont pas attendu M. Macron.

Si la croissance des transports aériens n’est pas ce qu’il est convenu de considérer comme un facteur favorable à la lutte contre le réchauffement climatique, celle du développement des échanges commerciaux à longue distance ne l’est guère plus, au contraire. Lyrique, bucolique, le Président de la République estime qu’il faut renforcer la «*capacité de nos territoires à se projeter, à* ***conquérir le vaste monde***» (discours du 12 octobre, souligné par moi). Retour donc à la sempiternelle théorie, en rien démontrée, que la croissance du commerce mondial est un vecteur essentiel favorisant la production (la croissance !) et l’amélioration des niveaux de vie de par le monde. Retour aussi au chant du coq : la France a vocation à nourrir le monde. Cocorico.

Bref, le voyage du Président en Chine est un reflet des contradictions du discours prononcé aux États généraux de l’agriculture. Dans ce discours, en effet, qui dit des choses justes et inclus des promesses intéressantes, bien qu’insuffisantes, il y a des contradictions que les résultats (à confirmer et à préciser) du voyage en Chine mettent bien en évidence, si on veut bien regarder au-delà des effets d’annonce.

Conséquences manifestes de la croissance (rapide) du commerce mondial, mais pas uniquement de cette croissance : délocalisations, spécialisations, concentration des moyens entraînent la disparition de la petite et moyenne paysannerie au profit de l’agriculture industrielle managériale, tant dans les pays d’exportation que dans les pays d’importation.

Tour cela est très loin de la souveraineté alimentaire et de l’objectif de nourrir ses propres populations avec de la production locale, dans la limite des conditions de possibilité pédologiques et climatiques. L’importation de produits agricoles tend à transformer les habitudes culturelles et alimentaires des populations locales et conduit à la ruine les agricultures notamment des pays du Sud. Pour le dire plus directement, s’agissant de la France, les éleveurs ont-ils besoin de devenir massivement exportateurs pour «sauver» leur activité et voir garantis des revenus meilleurs et plus stables qu’aujourd’hui ? Pourquoi chercher à produire plus pour exporter plus ? M. Macron ne connaît que le commerce et la «libre» concurrence, qui consiste en l’occurrence à ne pas se laisser distancer par les Etats-Unis et à tenter de devancer les autres européens … en Chine. Rien à voir avec la souveraineté alimentaire, qui suppose qu’on ne soumet pas les pays tiers à une politique susceptible de mettre à mal leur propre souveraineté. La souveraineté alimentaire n’est pas le repli sur soi. Cependant, elle n’est pas fondée sur le commerce international guidé, non par la satisfaction des besoins des populations locales, mais par la puissance des grandes firmes de l’agro-alimentaire. Rien à voir avec la démocratie. Rien à voir avec une coopération internationale qui ferait porter les échanges sur les complémentarités et non pas sur les excédents des désastreuses monocultures.

Désastreuses socialement (désertification des campagnes, urbanisation débridée, concurrence par le bas rabotant les revenus du travail, santé en danger), désastreuses économiquement (délocalisation d’activités productives, déséquilibre des balances commerciales, mono-activités créant des dépendances durables, chômage endémique), désastreuses écologiquement (épuisement des sols, gaspillage de l’eau, pollution de l’atmosphère, des mers, des nappes souterraines et des eaux de surface, pertes irréversibles de la biodiversité, multiplication des transports non justifiée), désastreuses politiquement (démocraties déjà mal en point, de plus en plus factices au profit des «experts» et du «marché», marché dominé par les grandes firmes de l’économie et de la finance). Désastres et coûts cachés supportés par l’ensemble des habitants, les firmes affichant des marges bénéficiaires considérables.

Un fin connaisseur de l’agriculture mondiale affirme que «*notre modèle agricole mondial est à bout de souffle* -fondé qu’il est sur l’usage intensif des intrants chimiques» (Olivier De Schutter, rapporteur spécial à l’ONU du droit à l’alimentation – Le Monde 29.04.2014). Des solutions existent. Ces solutions s’opposent sur l’essentiel aux options portées par M. Macron qui ne font et ne feront qu’aggraver une situation déjà délétère. Pour l’agriculture, l’élevage, la pêche, la forêt, un changement de cap est nécessaire, ainsi qu’une nouvelle coopération internationale, organisée avec de nouvelles règles, fondée sur des finalités sociales et culturelles auxquelles le développement actuel des échanges mondiaux tourne le dos. De plus, contrairement à ce qu’affirme (et croit) M. Macron, il agit sous l’influence des grandes firmes mondiales. La marge de manœuvre sur laquelle il s’appuie est faible et s’inscrit dans le sillage des stratégies du capitalisme mondial. Pour le dire autrement, la croissance du commerce mondial résulte de politiques soumises, en rien de politiques publiques autonomes, ni sur la plan national, ni sur le plan international[[13]](#footnote-13).

Nul besoin, lorsqu’aucune nécessité ne l’exige, de favoriser les transports longs de marchandises, encore moins les multiples passages de frontières, ce qu’exige la production de plus en plus morcelée : par exemple, les naisseurs en France, les engraisseurs en Italie, les transformateurs de nouveau en France ou ailleurs ; autre exemple : «les porte-conteneurs européens remplis de pommes croisent dans l’Océan Indien des porte-conteneurs chinois remplis de pommes pour l’Europe»[[14]](#footnote-14). Les exemples abondent dans tous les secteurs d’activité, agriculture incluse.

Regroupés dans la Confédération paysanne, des éleveurs conscients de leurs problèmes et des questions sociales, environnementales, internationales, demandent que l’on renonce aux trompeurs et sacro-saints facteurs de compétitivité, aux bienfaits supposés du commerce international exponentiel, à l’exportation de viande en Chine ou ailleurs, au recours à la main d’œuvre sous-payée et maltraitée. Car disent-ils «*l’élevage est primordial pour le développement d’une agriculture paysanne respectueuse de l’environnement*»; il participe à l’équilibre des écosystèmes (Campagnes Solidaires, n° 335, janvier 2018). De leur point de vue, la baisse de la consommation de viande en France n’est pas une mauvaise nouvelle pour la santé. Mieux vaut mettre l’accent sur la qualité de l’élevage et de la transformation, ce qui favorise l’emploi. Voilà qui mérite d’être sérieusement pris en considération, plutôt que d’être flatté par un langage aussi habile que démagogique. L’exportation de viande de bœuf vers la Chine, n’en déplaise au Président, n’est pas la solution. C’est au contraire aggraver les problèmes, encourager à produire «moins cher», en utilisant pesticides et antibiotiques. L’augmentation des transports à longue distance que cela induit contredit aussi le partisan déclaré de la lutte contre le réchauffement climatique.

M. Macron doit choisir : souveraineté alimentaire, relocalisation des productions, revenu décent pour tous, lutte contre le réchauffement climatique ou développement incontrôlable du commerce mondial avec son cortège d’inégalités croissantes et ses conséquences calamiteuses pour la planète.

* Melenchon Versus Macron

*Par João Silveirinho*

Depuis l’élection présidentielle, Jean-Luc Mélenchon est régulièrement par les sondages, qui paraissent dans ce cas très proches de la vérité, comme le principal opposant à la politique d’Emmanuel Macron.

Il devance, dans ce domaine, à gauche Pierre Laurent dont, quels que soient les mérites de l’homme, les discours, comme on dit, n’impriment pas, et quel qu’il soit, le ou la futur.e leader du Parti Socialiste, tant la ligne de celui-ci est indéchiffrable. Et à droite, tant Marine Le Pen, démonétisée, que Laurent Wauquiez, de plus en plus clone de la précédente, n’enthousiasment vraiment pas les foules.

Il faudrait d’ailleurs une bonne dose de mauvaise foi pour contester à JLM ce rôle, tant la cohérence de ses propositions, même si on peut être en désaccord ici ou là, ou même opposé, n’est guère discutable. Ceci est renforcé par le fait qu’avec des moyens financiers et une présence parlementaire limités, la France insoumise parvient à se faire entendre, sachant aussi imaginer des coups médiatiques inventifs.

Sur le fond, pas d’inquiétudes : les différences dans les projets politiques sont claires, et l’alternative qu’ils définissent pour le pays tout autant.

Il demeure toutefois des similitudes entre le projet d’En Marche et celui de la France insoumise, qui sont dans la forme organisationnelle qui a été mise en place. Les deux se définissent comme «mouvements», par opposition aux «partis». Mais ça, c’est une coquetterie sémantique. Des partis qui se nommaient mouvements, on en a connus (le MRP ; le MPF etc, on en connait encore, le MRC). Ce qui caractérise tant LRM que FI par rapport aux modes traditionnels de fonctionnement des partis politiques, c’est en premier lieu la dilution de la notion d’adhérent. Pour l’un et l’autre, il suffit d’un clic sur internet. FI a mis au point un processus de certification de ses groupes d’appui, mais qui est collectif. D’ailleurs, beaucoup des groupes d’appui existants n’ont à ce jour pas (encore ?) adopté ce processus.

Autre point commun des deux organisations, une forte opacité pour ce qui concerne leurs directions. LRM a désigné un secrétaire général (Christophe Castaner), élu pour la forme, mais le reste de sa direction demeure opaque. FI l’est encore plus. Pour l’un et l’autre, il est prévu une composition des instances nationales composées de personnalités désignées par on ne sait et de militants tirés au sort (par qui ?).

On note aussi le refus de mettre en place des instances correspondant aux territoires administratifs. FI demande d’ailleurs que ses groupes d’appui se limitent à 15 membres maximum, devant se diviser si cette limite est franchie. Une limite qui risque fort d’altérer la capacité de mobilisation locale : sur 15 membres, combien de militants capables d’assurer une présence régulière sur le terrain ? Pour FI comme pour LRM, il s’agit, est-il proclamé, d’éviter la création de ces baronnies qui ont, il est vrai causé bien des problèmes aux partis traditionnels. Mais aussi quelques succès. Résultat de tout cela : tant LRM que FI sont totalement dépendants de leur leader national. Qu’ils passent sous l’autobus demain, et on donne peu de chances à ces mouvements de se pérenniser, même s’il est de toutes façons nécessaire de donner du temps au temps pour qu’une organisation, qu’elle soit politique, syndicale ou associative, s’institutionnalise.

Dernier point (presque) commun entre LRM et FI : les relations avec les autres formations. La tendance des deux est de les penser en termes de vassalisation, voire d’intégration. Macron n’a passé qu’un deal avec un autre parti politique : le Modem. Il s’agissait concrètement d’intérêt bien compris ; le Modem n’avait comme seul capital que la notoriété de François Bayrou et le socle électoral, insuffisant pour gagner une élection présidentielle, mais peut-être suffisant pour barrer à Emmanuel Macron l’accès au deuxième tour. Un deal gagnant-gagnant, assurant la survie du Modem au moins pour la législature avec quelques dizaines de députés et des maroquins (éphémères pour les plus en vue).

Pour FI, Mélenchon a dit à plusieurs reprises refuser ce qu’il nomme «la tambouille» des accords électoraux, voire des accords politiques en général. Son principal partenaire à la fois ex et potentiel, l’a exaspéré par ses tergiversations et notamment pour ses arrangements avec le Parti socialiste. Une exaspération et des tergiversations qui ont probablement coûté dix à vingt sièges de députés à la gauche, ce qui est dommage. Un peu plus de modestie et de considération côté FI vis-à-vis du PCF mais aussi du mouvement de Benoît Hamon et d’autres organisations moins connues, un peu plus de clarté côté PCF : est-ce donc impossible ? Ce n’est pas notre avis.

* Boum-Boum sur : SFR, le Paradis de Monsieur Drahi

*Par Mick et Paule*

Dans les résultats des enquêtes de satisfaction concernant les fournisseurs d’internet, et plus globalement de TNT, C’est SFR, la société dirigée par monsieur Patrick Drahi, jongleur de milliards bien connu, qui caracole en tête du classement pour le nombre de doléances exprimées par les usagers. Saluons cette persévérance dans un secteur où la concurrence est pourtant rude. Quel abonné n’a pas eu affaire à ces conseillers de clientèle «proches de nous» mais qui nous écoutent depuis d’autres continents, dont l’essentiel de leur «formation» express est de se présenter poliment puis de dire combien ils sont «désolés» du problème qui nous arrive et de nous «présenter leurs excuses» pour l’incident en question, que ces malheureux forçats des temps modernes sont en règle générale incapables de résoudre ? Ou de ces «conseillers techniques» qui, hors quelques problèmes basiques, demeurent démunis dès que la chose est plus ardue et assurent qu’ils vont nous recontacter pour l’éventuel envoi d’un technicien, recontact qu’il est prudent de raviver en rappelant chaque jour si on espère une intervention rapide ?

Ces parcours infernaux sont, chez SFR, construits avec une particulière attention. Quelques exemples ? Cette dame âgée ayant de grosses difficultés de mobilité qui se voit brusquement privée de téléphone et de télévision : excuses et désolations à profusion, concluent par la promesse d’en référer au «central» qui ne manquera pas de la recontacter (sur le portable d’un ami), dans les 24h. les 24h passent, et bien sur pas de rappel. Nouvelle demande : désolations et excuses mais on a affaire à un «conseiller de niveau 1» alors que le problème est du ressort d’un «conseiller de niveau 2». Peut-on nous passer un conseiller de niveau 2 ? Désolation toujours, car le conseiller de niveau 1 n’a «pas la main» pour passer son collègue plus gradé. Un niveau 2 finit toutefois par rappeler, avoue son impuissance mais enverra un technicien, qui nous appellera. En insistant un peu (maillon faible de votre dispositif de blocage, là, monsieur Drahi), le niveau deux finit par passer le service de planning des interventions. La dame fragile récupérera la télévision et surtout son téléphone, outil précieux lorsqu’on est de santé (très) fragile, au bout d’une semaine.

Autre exemple : SFR au cours d’une installation «fibre», en profite pour facturer deux forfaits (l’ancien, pourtant résilié, et le nouveau). L’abonné, un peu étourdi certes, mais aussi abusé car les factures n’arrivent pas au même moment du mois, les règle pendant quelques mois et finit par s’apercevoir de l’erreur. Et c’est parti pour le circuit infernal. Passons sur les excuses et les désolations qui s’empilent. Au bout de multiples demandes téléphoniques, SFR finit par reconnaitre son erreur et annonce par mail un remboursement dans le courant du mois. Déjà deux mois de gagnés avant de sortir l’argent. Le remboursement attendu ne venant pas, reprise des demandes téléphoniques. C’est un problème du service comptable, est-il rétorqué. Peut-on avoir le service comptable ? «Je n’ai pas la main, monsieur, vaut mieux que vous leur écriviez». Notre abonné en est depuis à deux courriers recommandés, avec de jolies réponses fleuries d’excuses et de désolations, promettant le remboursement dans le mois qui vient. Notre abonné en est à 7 mois d’attente. Dernier contact téléphonique : «Puisque c’est comme ça, je pense que je vais résilier mon abonnement». «Voulez-vous que je vous passe le service résiliation ?» Là, le conseiller avait la main.

Monsieur Drahi est un homme influent. Il ‘est paré à gauche en achetant Libération, à droite en achetant l’Express. On le dit ami avec notre président de la République (mais connaissez-vous un milliardaire qui ne soit pas ami avec notre président ?). Il nous faut donc le comprendre : on ne devient pas milliardaire comme ça.il faut pour cela trouver de la main d’œuvre à très bas coût, donc loin, en évitant si possible les casse-pieds syndicaux qui n’entendent rien aux soucis des premiers de cordée. Il faut savoir préférer un services après-vente défaillant mais low-cost à un service efficace au client plus coûteux. Il faut savoir fourguer à sa clientèle des abonnements bidons et/ou non sollicités. Il faut savoir ne régler ses dettes que contraint et forcé. Il faut savoir jongler avec l’argent des autres, ce que monsieur Drahi, dont le groupe est fortement endetté, semble faire avec maestria. Il ne faut ignorer aucun des secrets de l’évasion, pardon, l’optimisation fiscale. Tout cela, madame, monsieur, prend un temps fou. Alors, vous comprendrez que les soucis d’une dame âgée de santé fragile ou d’un abonné se sentant floué puissent parfois, euh, plutôt souvent passer à l’as. La bienveillance, que voulez-vous, a ses limites, ce dont nous sommes désolés et nous excusons vivement

* Interview de M. Jean-Luc Talamoni

*Traduit du corse par Jacques-Robert Simon*

- Cher M. Talamoni…

*- Appelez-moi Encaustic… c’est Sire en Corse*

- Vous êtes sûr de votre dictionnaire… Très bien.., vous venez d’être élu à la présidence de la collectivité territoriale unique de Corse, avec 40 voix sur 63, quel est le sentiment que vous ressentez le plus intensément ce jour ?

*- Une immense responsabilité : j’espère ne pas décevoir ce peuple corse qui s’est tellement battu pour survivre, pour faire vivre sa langue, sa culture… enfin tout ce qui constitue un peuple.*

- La Corse déclara son indépendance en 1735 avant d’être cédée à la France un peu plus tard. Voulez-vous revenir à ces temps anciens ?

*- Nous voulons garder tout ce qui contribue au futur de la Corse et qui permet d’aller de l’avant, qui permet d’être fier de soi et de son peuple, nous ne nous embarrasserons pas d’un passé qui nous scléroserait.*

- Napoléon Bonaparte est-il bien corse ?

*- Comment pouvez-vous poser la question ! Un homme qui a conquis un Empire Corse sur la quasi-totalité de l’Europe civilisée, celle de l’Ouest, malgré la pesanteur d’un état français se languissant dans les affres d’une révolution mourante. Bien sûr Napoléon est Corse, comment en douter. Il est né un an après le traité de Versailles par lequel Gênes cède la Corse à la France.*

- En fin de compte vous n’êtes Corse que grâce à l’empire.

*- C’est vrai, je suis né à Saumur et d’ailleurs je vais instamment demander le rattachement du Maine-et-Loire à notre Île.*

- Il est dit que les Corses préfèrent l’huile jaune faite à partir des olives ramassées sous les arbres parce que c’est moins fatigant que de les cueillir à l’arbre. Cette légendaire atonie Corse n’est-elle qu’une légende ?

*- Nous sommes pour l’optimisation des efforts. La roue, le plan incliné ont été inventés afin que l’énergie humaine déployée ne se dissipe pas en d’inutiles frottements engendrant de l’inutile chaleur. Nous nous concentrons sur le travail utile, sans dispersion superfétatoire ou plus exactement superflue. Les olives tombent, pourquoi monter à l‘arbre ? Les subventions arrivent, pourquoi saloper la nature avec des industries.*

- Donc vous continuerez à recevoir des subventions ?

*- Bien entendu, du moins jusqu’à ce que le peuple Corse reçoive tout ce qui lui est dû par ces ventes, ces rachats, ces conquêtes, ces ravages, ces massacres perpétrés par français et génois, entre autres barbares. D’ailleurs, la Corse est peut-être sous souveraineté française mais la possession par la France n'a jamais été ratifiée : il faut qu’on nous rembourse toutes les spoliations faites depuis le traité de Versailles.*

- Donc, en plus de la culture des oliviers, de la vigne, de la châtaigne, des agrumes, de la charcuterie de porc, du fromage de brebis, de chèvre, vous aurez des subventions.

*- Vous oubliez le tourisme ! Les touristes dépensent plus de 2,5 milliards d'euros chaque année sur l'île. Nous choyons les touristes, nous aimons les touristes, surtout ceux qui dépensent beaucoup d’argent et qui ne restent pas trop longtemps. Car les Corses ne voudraient que leur merveilleuse langue soit diluée dans un sabir anglo-américain : ce n’est pas chez nous qu’on aura Disneyland. Lacramante, bastard, banditu !!!*

- L’immigration et le racisme ont joué un rôle primordial lors des élections de la fin d’année 2017 en Autriche. Retrouve-t-on un phénomène du même type en Corse ?

*- Absolument pas ! Nous aimons les étrangers à un point tel que nous souhaitons ardemment qu’ils restent étrangers, c’est à dire chez eux, en dehors bien évidemment de courtes périodes de temps où ils pourront bénéficier de nos plages, de notre soleil et de notre merveilleusement hospitalité.*

- À Sisco, une violente bagarre avait opposé sur une plage en août 2016, trois hommes d'origine maghrébine à une quarantaine de villageois corses. Est- ce le reflet d’un antagonisme entre musulmans et corses, ou du moins certains d’entre eux.

*- Comment pouvez-vous penser une chose pareille aussi effrontément honteuse ! Non, les musulmans en faible nombre et désarmés peuvent venir voire résider en Corse… mais leurs cinq prières, ils doivent les faire en corse pas en arabe classique ou dialectal et ils doivent tourner leur tapis vers la Pancheraccia*, *pas vers La Mecque ou un bled de ce type.*

*-* Et s’ils refusent de prier en corse ?

- *Nous n’envisageons bien évidemment aucune méthode coercitive mais leur retour sur le continent, ils ont le choix il y en a deux, devient incontournable.*

*-* Marine Le Pen à la présidentielle a atteint 48 % des voix au second tour…

- *48,52 %*

*-* Ressentez-vous une proximité avec elle ?

- *C’est inconcevable : elle n’est pas corse !*

*-* Vous n’avez de proximité qu’avec les corses, mais alors pourquoi ce drapeau ?

- *La tête de Maure a été adoptée par la Corse à l’époque où le royaume d’Aragon dominait les îles de la mer méditerranée. Les Maures, bien que musulmans sunnites, ne sont pas arabes mais berbères.*

*-* Le problème ce sont donc les arabes !

- *Comment peut-on dire une telle horreur ! Nous cherchons simplement à préserver notre identité, notre langue, notre culture et nous voyons mal comment 322 120 chrétiens corses pourraient intégrer 1,9 milliards de musulmans.*

*-*  La population corse est en pleine croissance mais les corses souchiens ne font pas plus d’enfants que sur le continent. Cela vous inquiète-t-il ?

- *Dès que nous aurons une pleine et entière indépendance, mes compatriotes vont retrouver de la vigueur, de la vitalité, ce problème sera réglé en une génération. Et puis merde, mmerda… Ne venez pas gâcher notre joie.*

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Mina Ahadi, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glané dans le Journal People de Benoist Magnat



Nos voeux par Jancry



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !

1. Ainsi *Forbes*, le journal des affaires, le 18 septembre : « 89% of Senate Democrats Help Pass The $696.5B Defense Bill ». [↑](#footnote-ref-1)
2. https://theintercept.com/2017/09/18/the-senates-military-spending-increase-alone-is-enough-to-make-public-college-free/ [↑](#footnote-ref-2)
3. https://www.militarytimes.com/news/your-military/2016/09/12/report-wars-in-iraq-afghanistan-cost-almost-5-trillion-so-far/ [↑](#footnote-ref-3)
4. https://www.truthdig.com/articles/donna-brazile-reveals-proof-dnc-rigged-primaries-favor-hillary-clinton/ [↑](#footnote-ref-4)
5. Cette expression, inventée par Martin Wolf du *Financial Times* pour évoquer Trump a été reprise par Chomsky. [↑](#footnote-ref-5)
6. https://www.alternet.org/election-2016/why-its-paramount-hold-george-w-bush-accountable-his-crimes-trump-walks-oval-office [↑](#footnote-ref-6)
7. https://www.theguardian.com/us-news/2017/sep/13/bernie-sanders-universal-healthcare-medicare-for-all [↑](#footnote-ref-7)
8. https://www.commondreams.org/views/2017/12/11/battle-democratic-party-after-unity-reform-commission [↑](#footnote-ref-8)
9. Discours disponible à cette adresse : https://www.youtube.com/watch?v=kxvP6jDtt4c [↑](#footnote-ref-9)
10. Chomsky sur la folie du parti républicain : https://www.ecowatch.com/chomsky-goodman-climate-change-2426716028.html [↑](#footnote-ref-10)
11. Lire l’article de Glenn Greenwald sur cette alliance pas si contre-nature que cela. https://theintercept.com/2017/07/17/with-new-d-c-policy-group-dems-continue-to-rehabilitate-and-unify-with-bush-era-neocons/ [↑](#footnote-ref-11)
12. https://www.currentaffairs.org/2017/11/socialists-are-winning-the-battle-of-ideas [↑](#footnote-ref-12)
13. Voir, par exemple, le rapport de l’OCDE sur les économies interconnectées, édité pour la réunion du Conseil au niveau des Ministres (29 et 30 mai 2013). [↑](#footnote-ref-13)
14. Lettre ouverte adressée, le 12 décembre 2017, aux gouvernements réunis à Buenos Aires à la conférence ministérielle de l’OMC par une pléiade d’agronomes, d’économistes, de responsables associatifs et syndicaux… [↑](#footnote-ref-14)